

Corcelles- en-Beaujolais

Plan Local d'Urbanisme

MODIFICATION N°1

1a – Additif au rapport de présentation

20 mars 2018

SOMMAIRE

PRESENTATION GENERALE	1
LA ZONE DES AYOLLES	4
LES EVOLUTIONS DU PLU	11
INCIDENCE SUR L'ENVIRONNEMENT	16
CONCLUSION	19

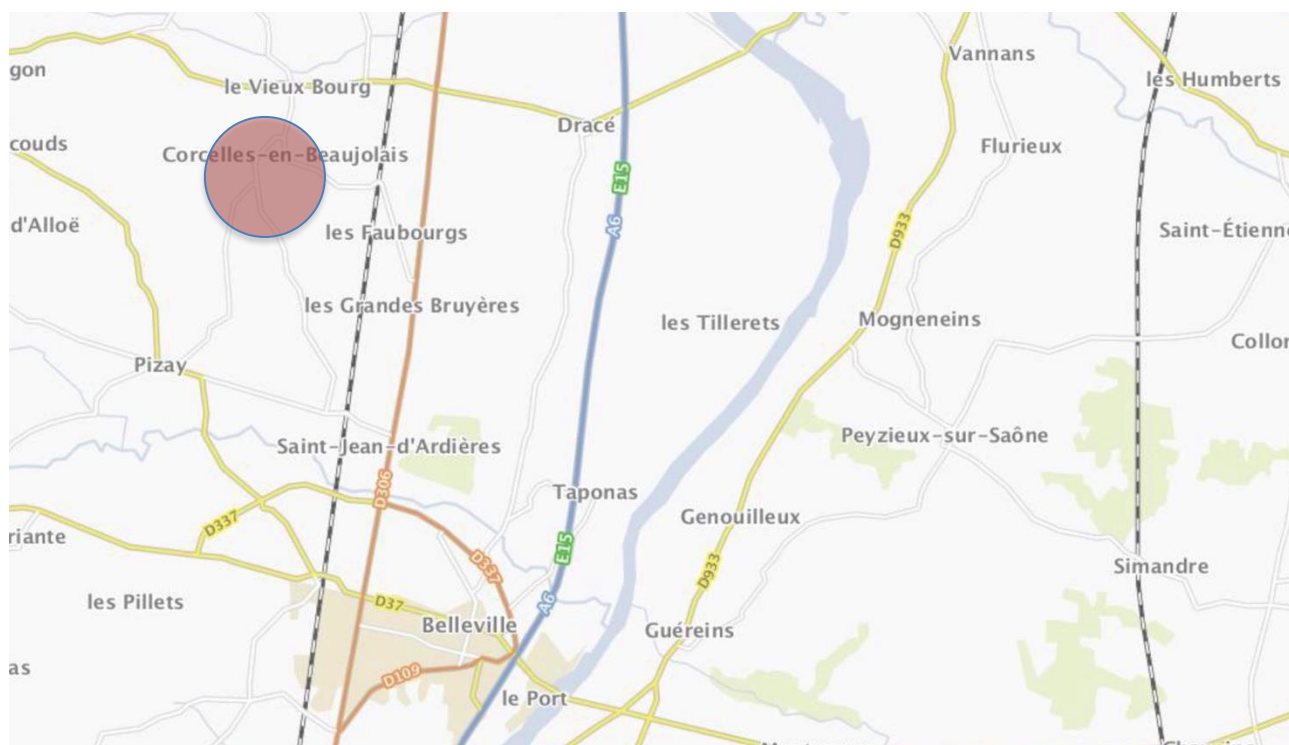
Présentation générale

1° La situation de la commune

La commune de Corcelles-en-Beaujolais appartient à la Communauté de Communes Saône-Beaujolais.

Elle est située dans la vallée de la Saône, au Nord de Belleville et au cœur du vignoble Beaujolais. Elle se trouve dans un couloir de passage, principalement desservie par la RD306 (ex RN6) et l'autoroute A6.

La commune bénéficie de cette proximité pour l'accès aux grands équipements et à la desserte ferroviaire.



Elle compte aujourd'hui environ 911 habitants (INSEE 2015).

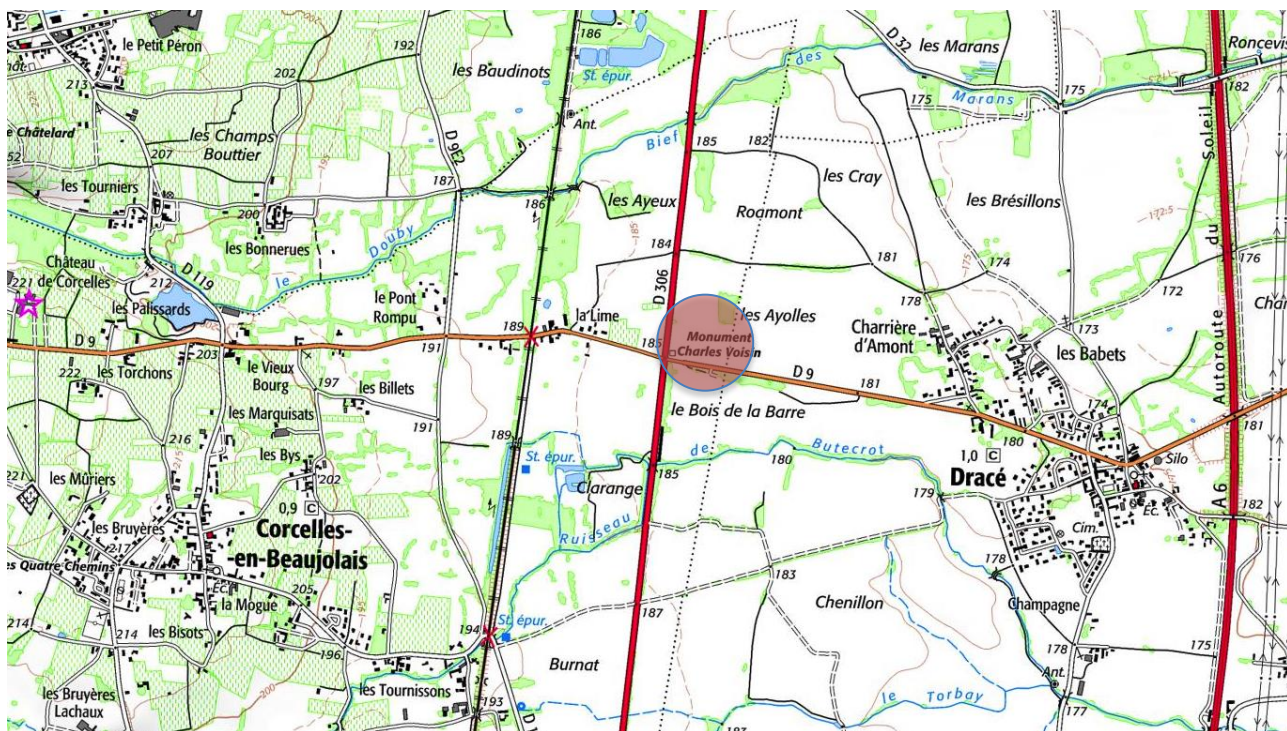
Historique du document d'urbanisme de la commune

La commune de Corcelles-en-Beaujolais est dotée d'un Plan Local d'Urbanisme qui a été approuvé par délibération du Conseil municipal en date du 17 février 2014.

Il est exécutoire depuis le 10 mars 2014.

2° Les raisons de la modification

Les PLU des communes de Corcelles-en-Beaujolais et de Dracé (cette dernière dans le cadre du PLU du SURB) actuellement opposables prévoient, de manière conjointe, la possibilité d'une zone d'activité de 14 hectares, dites « Les Ayolles », à cheval sur ces deux communes, le long de la RD306.



Dans les deux documents d'urbanisme, cette zone est classée en **2AU**, zone ayant vocation à accueillir des activités mais non ouverte à l'urbanisation. Cette ouverture à l'urbanisation ne peut se faire qu'à l'occasion d'une révision ou d'une modification des documents d'urbanisme.

L'objectif de la présente modification est donc l'ouverture à l'urbanisation de cette zone **2AU** sur la commune de Corcelles-en-Beaujolais.

En parallèle, la Communauté de Communes Saône-Beaujolais, qui a aussi compétence pour le PLU du SURB qui comprend la commune de Dracé, mène la modification N°4 du PLU du SURB pour l'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU sur la commune de Dracé.

L'article **L153-31** du code de l'urbanisme prévoit

« Le plan local d'urbanisme est révisé lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide :

1° Soit de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;

2° Soit de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;

3° Soit de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.

4° Soit d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier. »

La zone 2AUi ayant été créée depuis moins de neuf ans et ayant fait l'objet d'acquisitions foncières significatives, les évolutions envisagées ne correspondant pas aux éléments visés ci-dessus, une procédure de modification est engagée selon l'article **L153-36** :

« Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L. 153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions. »

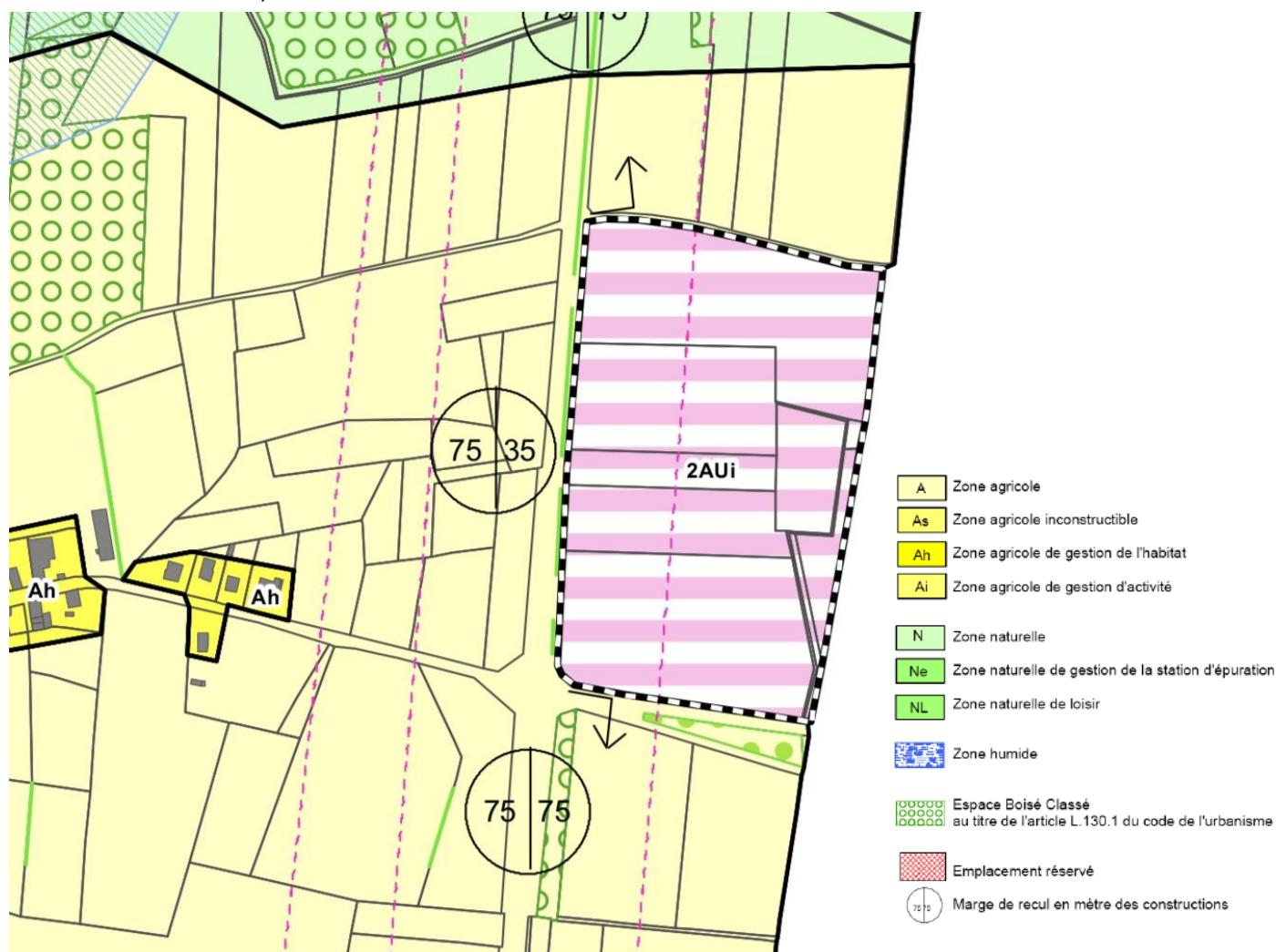
Il est soumis à enquête publique, selon article **L153-41** :

« Le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire lorsqu'il a pour effet : 1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ; 2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ; 3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser. »

La zone des Ayolles

La zone des Ayolles dans le PLU de Corcelles-en-Beaujolais

La zone dites des Ayolles, située à l'Est de la RD306 est actuellement classée en zone **2AUi**



La zone est ainsi définie dans le règlement :

« Il s'agit d'une zone réservée aux activités économiques à dominante BTP.

Elle peut être urbanisée à l'occasion d'une révision ou d'une modification du Plan Local d'Urbanisme

Cette zone a fait l'objet d'une étude en application de l'article L111-1-4 du code de l'urbanisme. »

Ce classement est en accord avec le SCoT Beaujolais qui l'identifie comme une zone d'activité secondaire pour une surface d'environ 13,5 hectares.

Même si la zone n'est pas ouverte à l'urbanisation dans le cadre du PLU approuvé en 2014, elle a fait l'objet, comme indiqué ci-dessus, d'une étude spécifique dite « L111-1-4 » (en référence au numéro de l'article du code de l'urbanisme concerné, ce dernier ayant

d'ailleurs été abrogé et remplacé par l'article L111-8 suite à la recodification de 2015) afin de lever les contraintes d'inconstructibilité liées au fait que la RD306 est classée « voie à grande circulation ».

Cette étude montre que les principaux enjeux de l'aménagement sont :

- L'aménagement d'une accessibilité sécurisée et indépendante de la RD306, et la gestion des flux et des stationnements sur le site, de façon à ne pas constituer un point de conflit sur cette voie, et sur la RD9,
- La limitation des hauteurs des occupations du site de façon à restreindre les émergences trop perceptibles,
- La qualité du traitement paysager le long de la voie départementale,
- La qualité de traitement des occupations du site sur les parcelles privées et sur les espaces collectifs (en particulier le traitement de l'entrée du site),
- La qualité architecturale des constructions
- La qualité environnementale des aménagements et des constructions (traitement des effluents, des eaux pluviales, qualité énergétiques etc.)

Cette étude a abouti à la définition de règles spécifiques « compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages », comme le demande l'article L111-8 (ex L111-1-4) du code de l'urbanisme.

A partir de ces enjeux ont été mis en place les principes d'aménagement suivants (résumé dans le schéma de l'OAP ci-dessous) :



Un accès unique (situé en partie centrale) pour la zone sera aménagé à partir de la RD9.

Bassins de rétention des eaux pluviales à prévoir au point bas, plutôt au Sud vers la RD9 et à intégrer dans un espace planté et paysagé.

Les **espaces de stockage** sont localisés en partie centrale du site et à masquer par des bosquets.

Les **constructions sont autorisées en bordure du site** de façon à masquer les stockages selon les polygones d'implantation prévus dans le schéma ci-après.

Le traitement des franges

A l'Est, il s'agira de créer un merlon avec des plantations bocagères pour intégrer le merlon dans le grand paysage. Ce merlon aura une double fonction : limiter l'impact paysager en créant un écran arboré suffisamment dense et réduire les nuisances liées au bruit des activités vis-à-vis des habitations du village de Dracé.

Au Nord du site des Ayolles le reliquat de haies bocagères existant avec quelques chênes remarquables, sera conservé renforcé avec des essences indigènes.

En bordure de la RD 306 :

- l'alignement de platanes sera maintenu, Il sera doublé d'un second alignement intégré dans un espace planté d'une largeur totale d'environ 10m depuis l'alignement de la voie (plantations basses par couvre-sols, prairie rustique)

- un merlon planté viendra border la zone d'activités.

Les hauteurs des constructions, des installations et des stockages sont limitées à 9m.

Les **clôtures** sont traitées avec un treillis soudé à claire-voie et les murs techniques sont réglementés.

Les **enseignes** doivent être simples, bien proportionnées et intégrées en façade sans dépasser. Les **panneaux solaires** doivent être bien intégrés à la construction.

Les **ouvrages** d'assainissement doivent s'intégrer dans l'aménagement paysager.

Les **stationnements** doivent être plantés et des espaces pour les cycles doivent être prévus.

L'étude définit aussi le niveau de qualité architecturale et environnementale à atteindre et donne une palette végétale à utiliser.

Et ces règles ont été traduites réglementairement dans une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) et dans le règlement de la zone.

Toutefois, en l'absence d'une maîtrise du foncier, la commune avait alors décidé de ne pas ouvrir à l'urbanisation cette zone.

Le besoin d'ouvrir la zone des Ayolles

Depuis l'approbation du PLU en 2014, la collectivité a pu faire l'acquisition des trois quarts du foncier et deux entreprises ont fait part de leur intérêt pour s'implanter sur la future zone d'activité :

* **Pour l'une**, Il s'agit d'une entreprise déjà présente sur le territoire et désireuse de se réimplanter pour se desserrer, et élargir son domaine d'activité.

Le besoin foncier est de l'ordre de 3 ha en première approche, avec une option sur un hectare supplémentaire à terme.

L'intention de l'entreprise s'est portée sur le site en long de RD 306, sachant qu'aucune visibilité depuis la départementale ne sera possible compte tenu du souhait de masquer le paysage porté par la collectivité et indiqué dans l'OAP présentée ci-dessus.

* **Une deuxième entreprise**, d'une taille inférieure souffre d'un relatif éclatement de son site actuel, et l'entreprise souhaite regrouper sur la future Zone d'Activité.

Elle occupe actuellement 2 à 3 ha dont environ 500 M2 sont couverts.

L'ouverture à l'urbanisation de la zone **2AUi** pourra permettre de répondre à ces demandes exprimées qui correspondent aux souhaits de la collectivité et qui pourront avoir un impact positif en matière de dynamique de l'activité et de l'organisation des celles-ci dans l'espace urbanisé de la commune.

La faisabilité d'un aménagement en réponse à ces demandes avait déjà été vérifiée dans le cadre de l'OAP des deux documents d'urbanisme concernés sur les communes de Corcelles-en-Beaujolais et de Dracé, mais des études complémentaires ont été réalisées pour affiner l'approche quant aux enjeux environnementaux

Contexte géologique

Le site présente un contexte alluvionnaire classique lié à la plaine de la Saône. De manière normale, les aménageurs et constructeurs devront réaliser des sondages géologiques et géotechniques sur site afin de mieux connaître la nature exacte du sol et de son sous-sol.

Contexte hydrogéologique

Le secteur d'étude est globalement caractérisé par la présence de la **nappe semi-captive de la Saône** située dans les alluvions des terrasses glaciaires. Cette nappe est peu profonde (maximum 5 m) mais protégée par les limons argileux de la Saône.

D'après les données issues de la cartographie des remontées de nappe réalisée par le BRGM, le risque d'inondation par remontée de nappe est faible au niveau de ce secteur. Toutefois, une attention particulière devra être portée au niveau du traitement des eaux usées et des eaux de ruissellement.

Aucun captage d'alimentation en eau potable n'est localisé sur les communes de Corcelles-en-Beaujolais et de Dracé, et aucun périmètre de protection de captage ne concerne leur territoire communal.

L'inventaire départemental des zones humides mené sur le département du Rhône a été publié en mars 2017 par les services de la DREAL. Le zonage montre la présence de plusieurs zones humides (seules les zones humides supérieures à 1000 m² étant représentées), principalement centrées sur les cours d'eau alimentant la Saône, comme le ruisseau de Butecrôt, le Torbay ou le Douby qui encadrent le site au Nord et au Sud. Les prairies humides de Dracé sont aussi répertoriées dans cet inventaire.

Aucune zone humide n'est référencée sur le site d'étude ou à moins de 200 m.



Risques

Le projet est situé **en dehors du champ d'expansion des crues du Rhône et de la Saône**, et n'est pas inclus dans l'un des 31 territoires à risque important d'inondation (TRI) définis sur le bassin Rhône-Méditerranée.

La zone est aussi **éloignée des zones de crues** des deux ruisseaux situés au Nord (le Douby) et au Sud (le Butecrôt).

D'après les données issues de la cartographie de l'aléa **retrait-gonflement des argiles** réalisée par le BRGM*, le secteur du projet est localisé en zone d'aléa faible pour ce type de risque.

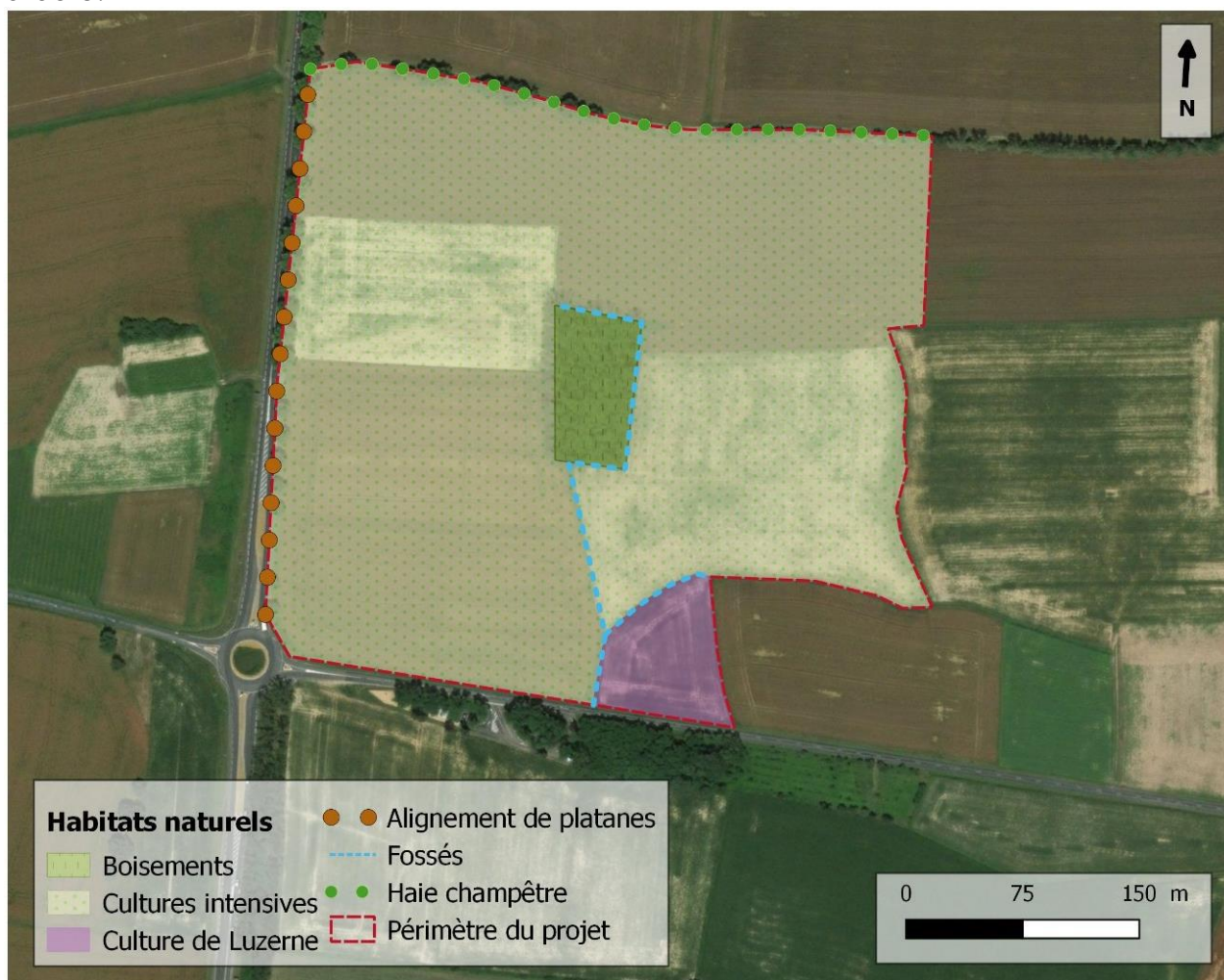
Patrimoine écologique

(Ces éléments sont issus de l'état initial du site réalisé en 2017 par le Bureau d'étude Sage environnement).

Habitats

Le site est majoritairement constitué par des habitats ouverts : cultures intensives (blé ou orge, maïs), culture de Luzerne (*Medicago sativa*), prairie hors gestion agricole. La partie centrale est occupée par un bois de feuillus assez broussailleux. Il est traversé par un réseau de fossés plus ou moins profonds, aux parois parfois abruptes, notamment au

centre où le bois est encadré sur trois faces. Une haie arborée présente un faciès intéressant avec des chênes indigènes et des espèces arbustives classiques des milieux bocagers. L'alignement de platanes sur la façade occidentale du site constitue également un habitat à part qui joue un rôle de corridor pour les espèces de milieu arboré.



étude Sage Environnement

Une observation de Tulipe des bois (*Tulipa sylvestris*) a été réalisée au droit du site, sur la lisière Sud du boisement. Aucune autre espèce patrimoniale n'a été observée.

Faune

Une espèce de la Directive Oiseaux est signalée sur le territoire : il s'agit de la Pie-grièche écorcheur (*Lanius collurio*). La Tourterelle Turque (*Streptopelia decaocto*) est présente également : il s'agit d'une espèce dont la chasse est autorisée. Parmi les espèces des milieux agricoles les plus probables sur le site et présentes à Corcelles-en-Beaujolais, on citera l'Alouette des champs (*Alauda arvensis*), le Faucon crécerelle (*Falco tinnunculus*), et le Tarier pâtre (*Saxicola rubicola*).

Parmi les mammifères chassables, on signale le Chevreuil (*Capreolus capreolus*) et le Lièvre d'Europe (*Lepus europaeus*). Deux espèces protégées sont aussi mentionnées : l'Ecureuil roux (*Sciurus vulgaris*) et le Hérisson d'Europe (*Erinaceus europaeus*).

Deux espèces de lézards sont signalées : le Lézard des murailles (*Podarcis muralis*) et le Lézard vert occidental (*Lacerta bilineata*). Deux couleuvres sont aussi connues : la Couleuvre à collier (*Natrix natrix*) et la Couleuvre verte et jaune (*Hierophis viridiflavus*).

Concernant les amphibiens, seuls le Crapaud commun (*Bufo bufo*) et la Grenouille verte (*Pelophylax* sp.) sont connus.

Très peu de données sont disponibles pour les groupes d'invertébrés : pas d'odonates ni de lépidoptères signalés, et pour les orthoptères seule le Grillon champêtre (*Grillus campestris*) est connu.

Conclusions

Les dernières investigations n'ont donc pas fait apparaître d'enjeux nouveaux, ou d'enjeux patrimoniaux qui n'aurait pas été perçus lors de l'étude faite au titre de l'article L111-8 dans le cadre du PLU.

L'ouverture à l'urbanisation de la zone **2AUi** prévue dans le cadre de cette modification se fait donc dans le respect de l'étude dite « L111-1-4 » (article recodifié L111-8) du PLU et de sa traduction par une Orientation d'Aménagement et de Programmation spécifique et d'un règlement pour la zone **2AUi** complètement élaboré, à l'époque, même si la zone n'était pas ouverte à l'urbanisation.

Les évolutions du PLU

L'ouverture à l'urbanisation de la zone des Ayolles entraîne donc les modifications suivantes dans Plan Local d'Urbanisme.

Le rapport de présentation

Le rapport de présentation est complété par le présent additif qui vient exposer et justifier la modification N°1 du PLU conduisant à l'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU_i dite des Ayolles.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) est **inchangé**.

Il vise précisément la zone des Ayolles de la manière suivante (page 8) :

« **En termes de développement économique, il s'agit :**

* de répondre aux enjeux de développement identifiés à l'échelle supra communale en laissant la possibilité d'accueillir sur le territoire communal un site spécialisé dans le BTP dans le secteur déterminé dans le cadre du SCOT (Les Ayolles). »

Etude en application de l'article L111-8

L'étude en application de l'article L111-8 qui a permis de définir les règles pour tenir compte des critères de sécurité, de nuisances, d'architecture, d'urbanisme et d'environnement dans le secteur des Ayolles compte tenu de la proximité de la RD306, classée voie à grande circulation est **inchangée**.

Plan de zonage

L'ouverture à l'urbanisation de la zone **2AU_i** passe par un reclassement en zone **1AU**.

Afin de conserver son règlement spécifique (qu'elle partage avec la zone de Dracé), elle ne sera pas classée en zone **1AU_i**, mais dans une zone **1AU_{ia}** spécifique qui reprendra le règlement de la zone **2AU_i** élaboré afin de traduire règlementairement les conclusions de l'étude L111-8.

Orientation d'Aménagement et de Programmation

Comme prévu par l'article R151-20 du code de l'urbanisme, les constructions ne peuvent être autorisées en zone **AU** que si

« des orientations d'aménagement et de programmation et, le cas échéant, le règlement en ont défini les conditions d'aménagement et d'équipement. »

Le PLU approuvé en 2014 contient déjà un document d'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) traduisant les règles proposées par l'étude L111-1-4 pour répondre aux critères de sécurité, de nuisance, d'urbanisme, de paysage et d'architecture.

L'Orientation d'Aménagement et de Programmation pour la zone des Ayolles est donc **inchangée**.



Règlement

La zone des Ayolles sera donc classée en zone **1AUia**, elle relève donc désormais du règlement de cette zone.

Le règlement reprend les éléments du règlement de la zone **2Aui** qui était ainsi définie :

« Il s'agit d'une zone réservée aux activités économiques à dominante BTP.

Elle peut être urbanisée à l'occasion d'une révision ou d'une modification du plan local d'urbanisme

Cette zone a fait l'objet d'une étude en application de l'article L111.1.4 du code de l'urbanisme. »

Toutefois, le règlement de la zone **2AUi** est modifié pour ses articles 1 et 2 qui définissent les occupations et utilisations du sol interdites ou soumises à des conditions particulières, puisque dans le règlement du PLU actuel, seuls sont admis :

« Les installations et aménagements nécessaires à l'exploitation et à la gestion des réseaux et des services publics (voirie, réseaux divers, antennes) et dont la localisation est rendue indispensable par des nécessités techniques ».

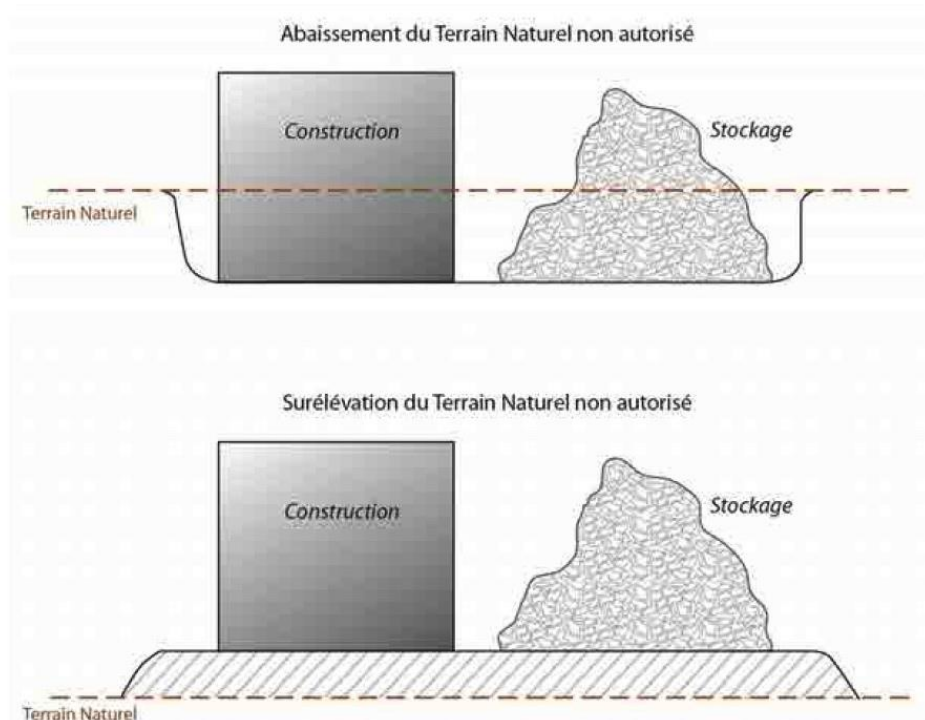
Les nouveaux éléments du règlement de la zone **1AUia pour les articles 1 et 2** sont :

Articles 1 et 2 – Occupations et utilisations du sol

Ne sont autorisées que les Occupations et utilisations du sol à usage d'activités industrielles ou artisanales, hors commerce non lié à une activité existant sur la zone.

Les constructions à usage d'habitation sont autorisées si elles sont nécessaires à l'activité et intégrées au volume du bâtiment sans dépasser 30% de la surface du bâtiment d'activité et sans dépasser 50 m² de surface de plancher.

L'article 2 rappellera l'obligation de respecter les principes de l'OAP, en particulier sur les affouillement et exhaussement du sol qui doivent être limités aux nécessités fonctionnelles d'implantation du bâtiment, comme cela est indiqué dans le schéma suivant du PLU actuel :



Pour les autres articles, les principaux éléments, repris ou corrigés du règlement de la zone **2AU** sont :

Articles 3 – Accès et voiries

Le règlement donne des prescriptions générales.

Ajout :

L'OAP précise que un seul accès est autorisé et qu'il ne peut situer sur la RD 306. Le règlement de la zone **1AU** reprendra ce point en indiquant que l'accès à la zone **doit se situer sur la RD9**.

Article 4 – Desserte par les réseaux

Eau

Le règlement actuel indique :

que les constructions doivent être raccordées au réseau d'eau potable

Eaux usées

Le règlement actuel indique :

que les constructions doivent être raccordées au réseau public d'assainissement.

Ajout :

Le règlement est repris pour indiquer **la possibilité d'un assainissement autonome** pour la zone. En effet les études actuelles montrent la possibilité d'une extension de réseau jusqu'à la zone des Ayolles, mais un calcul économique reste à faire pour mesurer l'intérêt des deux solutions collective ou autonome.

Eaux pluviales

Le règlement actuel indique :

Les réseaux internes doivent être de type séparatif.

Des systèmes d'infiltration ou de rétention doivent être prévus à l'échelle de l'opération.

Pour les eaux de ruissellement des chaussées et stationnement, un pré traitement doit être prévu.

Electricité, téléphone, réseaux cablés

Le règlement actuel indique :

Raccordement obligatoire au réseau électrique

Les réseaux doivent être enterrés.

Articles 6 – Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Le règlement actuel indique :

Si le plan ne mentionne aucune distance de recul, les constructions s'implanteront à l'alignement ou avec un retrait minimal de 2 m. par rapport à l'alignement actuel de la voie.

En application de l'étude réalisée au titre de l'article L111.1.4 du code de l'urbanisme, les constructions devront s'implanter avec un retrait minimal de 35 m à compter de l'axe de la RD 306.

De plus, on peut rappeler que l'OAP ne précise pas de recul particulier, mais impose un merlon le long de la RD306 et prévoit un traitement paysager le long de la RD9...

Articles 7 – Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Le règlement actuel indique :

Construction soit en limite soit en retrait d'au moins 4 mètres.

En limite de la zone 1AUia, un retrait de 4 mètres est imposé.

Ajout :

Le règlement est repris pour indiquer que **la règle de recul en limite de zone 1AUia ne s'applique pas pour la limite se trouvant à la frontière entre les communes de Corcelles-en-Beaujolais et de Dracé** qui se trouve à l'intérieur de la zone d'activité.

Articles 8 – Implantation des constructions sur une même propriété

Le règlement actuel indique :

Non règlementé.

Articles 9 – Emprise au sol

Le règlement actuel indique :

Non règlementé.

Articles 10 – Hauteur

Le règlement actuel indique :

Hauteur maximale de 9 mètres au faîtage de toiture (hauteur qui peut ne pas être appliquée pour des ouvrages techniques)

Hauteur maximale de 9 mètres pour les stockages de terre.

Hauteur maximale des clôtures 1,80 m.

Articles 11 – Aspect extérieur – Aménagements des abords

Le règlement actuel indique :

Renvoi à un article général sur l'aspect extérieur des constructions valable pour toute la commune.

Articles 12 – Stationnements

Le règlement actuel indique :

Le stationnement des véhicules doit être assuré en dehors des voies publiques

Articles 13 – Espace libres – Aires de jeux et de loisirs - Plantations

Le règlement actuel indique :

Référence à l'OAP

Aire de stationnement : un arbre pour 4 places et au delà de 12 places alignées, des bandes plantées sont obligatoire pour fragmenter les alignements.

Les espaces libres doivent être végétalisés

Des rideaux de végétations sont imposés pour masquer les constructions ou installations de stockage.

Les ouvrages de rétention doivent être paysagés.

Une palette végétale générale est établie pour la commune.

Articles 15 – Performances énergétiques et environnementales

Le règlement actuel indique :

Non règlementé.

Articles 16 – infrastructures et réseaux de communication électronique

Le règlement actuel indique :

Tout aménagement doit prévoir les installations nécessaires au câblage des réseaux numériques.

En conclusion, le règlement n'est pas modifié sur le fond, mais seulement adapté en fonction d'études plus précises.

Quelques points sont donc revus, avec aussi des références plus précises à l'OAP.

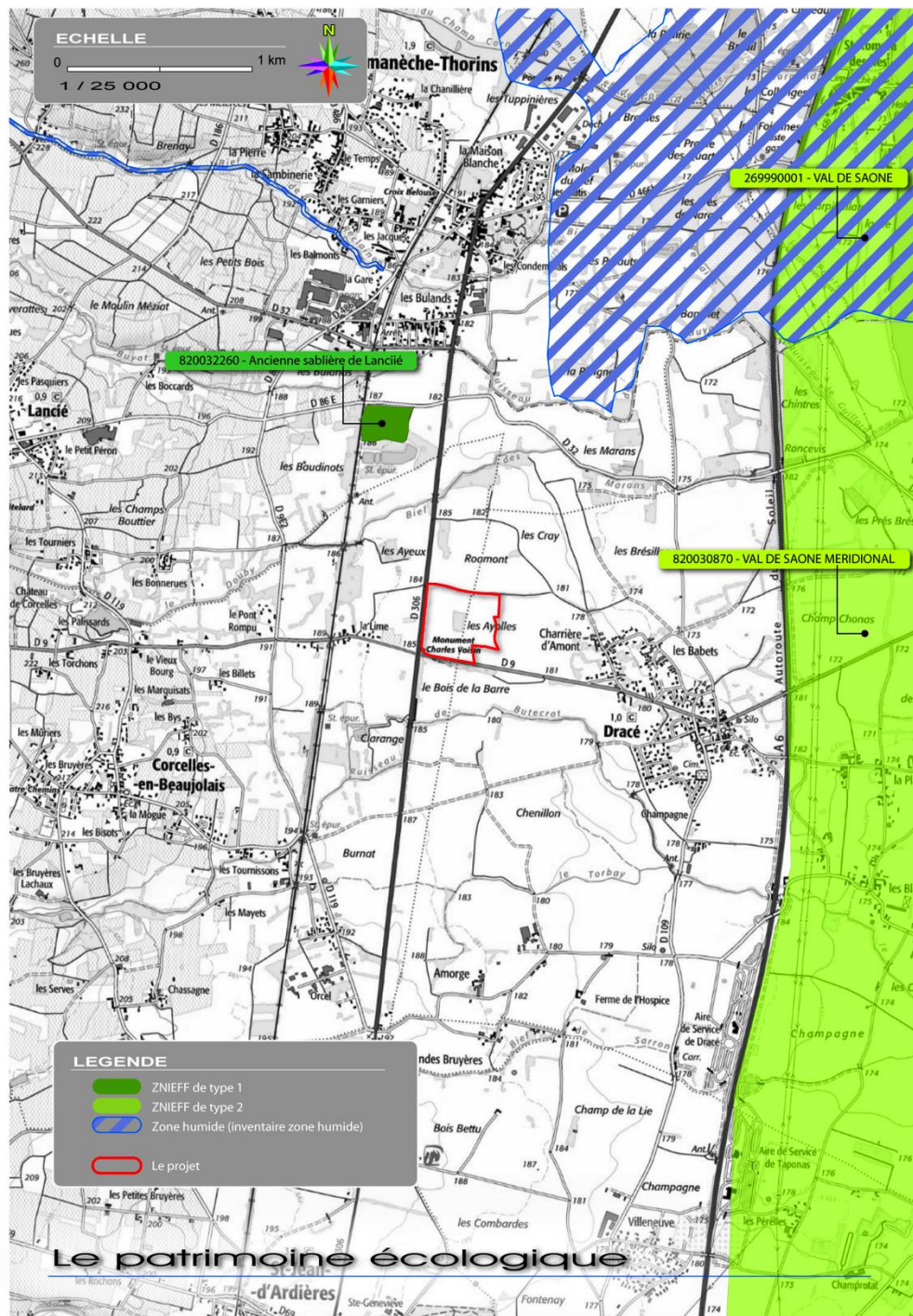
Incidence sur l'environnement

Inventaires patrimoniaux

Plusieurs périmètres d'intérêt sont présents dans le secteur des communes de Corcelles-en-Beaujolais et Dracé : on trouve ainsi des zones Natura 2000 le long du val de Saône, notamment les zones FR8201632 Prairies humides et forêts alluviales du Val de Saône ou le site FR8202006 Prairies humides et forêts alluviales du Val de Saône aval, toutes deux situées à environ 6 km du site, respectivement en amont et en aval.



Les zones d'inventaires du patrimoine naturel sont également centrées sur la vallée alluviale de la Saône : une vaste ZNIEFF de type II est ainsi présente à moins de 2 kilomètres sur toute la façade est du site, le Val de Saône méridional (FR820030870).



Sa délimitation souligne l'importance des interactions biologiques existant entre la rivière, la prairie inondable et les divers espaces naturels périphériques. Les secteurs les plus remarquables en terme faunistique et floristique du secteur sont identifiés par plusieurs ZNIEFF de type I souvent étendues et fortement interdépendantes : on mentionnera ici les zones Prairies inondables de Dracé (820030858), Friches, bocage et marais de Romanèche-Thorins (260030187), ou encore l'Ancienne carrière de Lancié (820032260), située à environ un kilomètre au Nord du site et désignée en raison de la présence

exceptionnelle d'une libellule d'intérêt patrimonial européen, la Cordulie à corps fin, en danger d'extinction dans le département du Rhône où elle se maintient uniquement sur trois sites.

Une grande partie du Val de Saône est par ailleurs inventoriée en tant que Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux (ZICO) sous l'intitulé RA02 Val de Saône : les prairies sont en effet exploitées à l'année par des espèces nicheuses rares, mais aussi comme étapes de repos dans la migration d'autres espèces d'intérêt transnational.

Incidence de la présente modification

Il est à noter que la zone AU faisant l'objet de l'ouverture à l'urbanisation ne se trouve pas à l'intérieur des secteurs Natura 2000 ou des ZNIEFF touchant la vallée de la Saône.

Toutefois, l'aménagement de la zone peut avoir des incidences lointaines sur ces secteurs dans la mesure où elles se trouvent en amont de certains. Ainsi le traitement des eaux de ruissellement et des eaux usées est un point important.

Toutefois, la présente modification a pour objet l'ouverture à l'urbanisation d'une zone déjà prévue pour le développement de l'urbanisation pour l'accueil d'activité dans le PLU actuel.

Ce PLU contenait déjà des études permettant de mesurer les incidences sur l'environnement et les paysages du fait de la présence d'une route à grande circulation obligeant à la mise en œuvre d'une étude au titre de l'article L111-1-4. Il contient aussi les éléments de traduction réglementaire permettant de répondre aux enjeux environnementaux repérés.

Ainsi l'OAP et le règlement imposent particulièrement des mesures au niveau :

- du traitement des terrassements (interdiction d'affouillement et exhaussement de sol non nécessaires aux constructions) afin d'éviter d'affouiller profondément par rapport à la nappe ;
- du traitement par infiltration des eaux de ruissellement, avec traitement spécifique lorsqu'il s'agit des eaux de chaussées ou plate-forme enrobé ;
- du traitement paysager des espaces de frontière de la zone, avec mis en œuvre de merlons plantés.
- de la végétalisation des espaces non utilisés à l'intérieur des parcelles (avec une palette végétale locale) ;

Toutes ces mesures sont reprises dans la présente modification afin de réduire les incidences potentielles du projet sur l'environnement.

Enfin, on notera que tous ces éléments ont été intégrés de manière identique dans le PLU du Syndicat d'Urbanisme de la Région de Belleville (SURB) pour la partie de la zone se trouvant sur la commune de Dracé et que ce PLU a, lui, fait l'objet d'une évaluation environnementale au moment de son élaboration.

Cette évaluation environnementale a alors pris en compte ce projet de zone d'activité à cheval sur les deux communes.

Conclusion

La modification du PLU proposée, conformément aux articles L153-31, L153-36 et L153-41 du code de l'urbanisme :

- ne touche pas à l'économie générale du PADD du Plan Local d'Urbanisme.
- n'a pas pour effet de réduire un espace boisé classé ou une protection édictée en raison de la valeur agricole des terres, des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels.
- ne comporte pas de graves risques de nuisances

Les pièces du présent dossier de modification du PLU de la commune de **Corcelles-en-Beaujolais** sont :

- le présent additif au rapport de présentation
- les plans de zonage modifiés
- Le nouveau règlement (extrait de la zone **1AUia**)